

DÉCRYPTAGE

PAR MARIANNE LANGLET

Les formateurs sortent de l'ombre

Pendant l'été, une cinquantaine de formateurs-trices des écoles du travail social se sont retrouvés pour construire une inter-régionale.

Le but: mieux défendre leur vision de la formation et leur approche du métier.

« **O** N NOUS A FAIT CAVALER en permanence sans réfléchir au sens, maintenant cela suffit. » Au début de l'été, une cinquantaine de formateurs en travail social, venus de plusieurs régions de France, se sont retrouvés à Paris pour élaborer une parole politique, sortir de l'invisibilité. Ce 6 juillet, une journée entière de réflexion sur la formation a permis d'accoucher d'une inter-régionale des formateurs-trices en travail social. Ce nouveau mouvement veut relier les différents mouvements, nationaux et locaux, nés ces derniers mois – sur la refonte des métiers, les grilles de certification des diplômes, le séquençage des stages.

« Nous avons été de bons élèves depuis les premières réformes en 2007 », essayant « de trouver du sens » aux nouvelles directives, de « bricoler » pour transmettre malgré tout les fondamentaux des métiers du social. Mais beaucoup partagent le sentiment d'avoir été floués. Et peut-être d'avoir laissé la déconstruction aller trop loin. « La refonte annoncée ne répond pas aux difficultés exprimées de façon récurrente par les actuels professionnels de terrain qui dénoncent une bureaucratisation grandissante de leur action, une instrumentalisation politique de leur pratique et un effacement de l'accompagnement des publics », écrivent-ils. Au contraire, elle les renforce. Sous couvert de « modernisation de l'appareil de formation », les formateurs décryptent une remise en cause des fondements du travail social. Et s'interrogent: pourquoi faut-il une « réingénierie » sans qu'aucune évaluation de la précédente réforme n'ait eu lieu? Ils observent un processus d'invisibilité des formateurs – jamais consultés –, de déqualification des professionnels, en réponse à la pression des employeurs pour une meilleure rentabilité.

Construire une conscience politique collective de la formation: une vaste ambition qu'ils se sont fixés. La logique techniciste à l'œuvre dans la refonte annoncée des formations et des métiers du social, met, à leurs yeux, en péril la question de l'accompagnement social et éducatif. La mise en place de nouvelles grilles de certification en cours d'année pour les diplômes d'éducateur technique spécialisé (DEETS) et d'éducateur spécialisé (DEES), sans réflexion collective et sans cohérence pédagogique, en est un exemple. La question des stages, un autre. Le futur professionnel, incité à choisir des stages pluri-institutionnels, serait poussé vers « une culture de coordination », comme le souligne le plan d'action interministériel pour le travail social, l'éloignant du terrain et de l'accompagnement direct des personnes. La remise en cause du stage long en immersion dans un même lieu montre le peu d'attention portée à la clinique et à la question du temps nécessaire pour entrer en relation.

Ils veulent « reprendre la parole sur les sujets liés directement à leur pratique et se donner les moyens de construire sur la durée une réflexion collective permettant un recentrement des réformes à venir sur des préoccupations éducatives et pédagogiques et non seulement technico-administratives ». Leur rassemblement est une première, signe qu'une ligne a été franchie. « Nous avons critiqué les réformes en les appliquant quand même », dit l'un d'eux, mais le temps est venu de passer à l'action, de défendre leur vision des formations, des métiers. Sortir des constats, passer aux actes. Leur premier rendez-vous est fixé pour la manifestation parisienne du 8 septembre alors que se tiendra une nouvelle réunion de la Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale (CPC). D'autres initiatives sont annoncées en régions. Un début. ●

EN GROS, LA FORMATION
que vous nous avez
dispensée est...
COMMENT DIRAIS-JE...

MERDIQUE!

